

Chambre des Représentants

SESSION 1983-1984

18 OCTOBRE 1983

PROJET DE LOI

portant suppression ou restructuration
de certains organismes d'intérêt public

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre le 6 juin 1983, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un amendement (1) au projet de loi « portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public », a donné le 8 juin 1983 l'avis suivant :

Eu égard au bref délai qui lui a été imparti, le Conseil d'Etat limite son avis aux observations qui suivent.

A. OBSERVATIONS GENERALES

1. L'amendement en projet a pour objet de compléter le projet de loi portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public (Doc., Chambre des Représentants, 1982-1983, n° 623/1) par un chapitre IIbis relatif à la restructuration de l'Office national de l'Emploi. Les dispositions qu'il contient se bornent, pour une très large part, à attribuer au Roi le pouvoir d'établir les règles qui sont nécessaires à cette restructuration ou qui en découlent. Il n'est pas prévu de délai dans lequel ces règles doivent être établies.

L'on sait qu'en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, les missions assumées dans l'état actuel de la législation par l'Office national de l'Emploi relèvent, selon la matière, de la compétence du pouvoir national, de la compétence des Communautés ou de la compétence des Régions.

Or, il faut constater que les termes dans lesquels la loi spéciale du 8 août 1980 définit la compétence des Communautés en matière de reconversion et de recyclage professionnels (article 4, 16°) et celle des Régions en matière de placement des travailleurs (article 6, § 1er, IX, 1°) ne correspondent pas entièrement à ceux qu'utilisent les dispositions législatives qui définissent les missions de l'Office national de l'Emploi. Il est évident que les dispositions d'une loi ordinaire — comme c'est le cas ici — ne peuvent rien ajouter aux dispositions d'une loi spéciale et ne peuvent pas davantage en arrêter une interpré-

Voir :

623 (1982-1983) :

- N° 1 : Projet de loi.
- Nos 2 à 5 : Amendements.
- N° 6 : Avis du Conseil d'Etat.
- Nos 7 et 8 : Amendements.
- N° 9 : Avis du Conseil d'Etat.
- N° 10 : Amendement.
- N° 11 : Rapport.
- Nos 12 à 14 : Amendements.

(1) Il s'agit de l'amendement présenté par le Gouvernement et figurant au Doc. n° 623/13.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1983-1984

18 OKTOBER 1983

WETSONTWERP

tot afschaffing of herstructurering
van sommige instellingen van openbaar nut

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 6^e juni 1983 door de Eerste Minister verzocht hem, *binnen een termijn van ten hoogste drie dagen*, van advies te dienen over een amendement (1) op het ontwerp van wet « tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut », heeft de 8^e juni 1983 het volgende advies gegeven :

Gelet op de zeer korte termijn waarin om advies is gevraagd, beperkt dit advies zich tot de opmerkingen die hierna volgen.

A. ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het ontwerp-amendement strekt ertoe het ontwerp van wet tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut (Gedr. St., Kamer van Volksvertegenwoordigers, 1982-1983, n° 623/1) aan te vullen met een hoofdstuk IIbis omtrent de herstructurering van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening. In een zeer ruime mate zijn de erin vervatte bepalingen niet meer dan een toewijzing van bevoegdheid aan de Koning om de voor de bedoelde herstructurering noodzakelijke of eruit voortvloeiende regelen vast te stellen. In enige termijn waarbinnen die regelen dienen te worden vastgesteld, is niet voorzien.

Men weet dat de taken welke in de huidige stand van wetgeving door de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening worden uitgeoefend krachtens de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, al naar de betrokken materie van nationale bevoegdheid, van Gemeenschaps- of van Gewestbevoegdheid zijn.

Het is nu zo dat de bewoordingen waarin in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 de bevoegdheid van de Gemeenschappen ter zake van beroepsomscholing en -bijscholing (art. 4, 16°) en van de Gewesten ter zake van arbeidsbemiddeling (art. 6, § 1, IX, 1°) omschreven is, niet helemaal overeenstemmen met die welke voorkomen in de wetsbepalingen houdende de omschrijving van de taken van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening. Het ligt voor de hand dat bepalingen van een gewone wet — zoals dit in dezen het geval is — niets kunnen toevoegen aan bepalingen van een bijzondere wet en evenmin daarvan

Zie :

623 (1982-1983) :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N°s 2 tot 5 : Amendementen.
- N° 6 : Advies van de Raad van State.
- N°s 7 en 8 : Amendementen.
- N° 9 : Advies van de Raad van State.
- N° 10 : Amendement.
- N° 11 : Verslag.
- N°s 12 tot 14 : Amendementen.

(1) Het betreft het amendement voorgesteld door de Regering, Stuk n° 623/13.

tation par voie d'autorité. C'est à cette situation que font allusion les articles 10bis, § 1^{er}, et 10ter, § 1^{er}, de l'amendement en projet, qui disposent chaque fois, de manière expresse, que le transfert s'opère « dans les limites fixées par la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ». Ces termes, en partie superflus, laissent subsister entièrement l'insécurité juridique actuelle, qui se perpétuera ainsi tout au long du règlement ultérieur du problème, déjà si complexe, de la restructuration de l'Office national de l'Emploi.

2. Consécutivement au transfert de l'exécution des missions opéré par le projet, le Roi aura à régler le transfert du personnel, des droits, des obligations et des biens de l'Office national de l'Emploi aux Communautés et aux Régions. Aucun critère n'est indiqué à cet égard dans le projet d'amendement. Les articles 10bis, § 2, et 10ter, § 2, du projet disposent, il est vrai, que ce transfert sera réglé « dans les limites fixées au § 1^{er} ». Mais cette référence ne renferme pas de critère; elle est même incorrecte, les paragraphes premiers qu'elle vise ne traçant pas de « limites ». Logiquement, il faut considérer que le transfert de personnel, de biens, de droits et d'obligations se fera à raison de l'importance des missions transférées respectivement aux Communautés et aux Régions. Il conviendra d'examiner si cette dernière règle ne doit pas être énoncée expressément dans le projet.

3. L'amendement en projet ne comprend pas de dispositions relatives à la répartition des moyens financiers qui constituent les ressources de l'Office national de l'Emploi. Ces ressources proviennent essentiellement du montant total des cotisations de sécurité sociale destinées à l'assurance-chômage, qui sont fixées à un pourcentage global de la rémunération des travailleurs, d'une subvention de l'Etat et du produit de la cotisation de solidarité imposée au personnel du secteur public depuis la loi du 10 février 1981.

On pourrait se référer aux moyens financiers que la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980 a mis à la disposition des Communautés et des Régions. Cette référence serait toutefois insuffisante pour opérer une redistribution des moyens que l'Office national de l'Emploi retire des cotisations de sécurité sociale, qui ne sont pas des moyens de l'Etat.

Le projet paraît devoir être complété sur ce point.

4. Une fois réalisée l'opération de transfert prévue par le projet, il faudra procéder à une adaptation formelle de certaines lois. La solution la plus simple serait sans doute d'attribuer au Roi les pouvoirs nécessaires à cet effet. Sur ce point aussi, il conviendra de compléter le projet.

5. La justification de l'amendement relève, dans sa partie générale, que « simultanément aux transferts prévus il s'indiquera d'organiser une collaboration permanente entre ces pouvoirs en vue notamment d'organiser l'échange d'informations statistiques et la transmission de renseignements nécessaires au traitement des dossiers individuels ». Le projet même ne comporte pas de disposition de cette nature.

Si, dans la pensée du Gouvernement, il s'agit d'organiser une forme de collaboration obligatoire entre l'Etat, les Communautés et les Régions, cela ne pourra se faire que par ou en vertu d'une loi adoptée conformément aux règles portées par l'article 107quater, alinéa 3, de la Constitution, ainsi qu'en témoignent également les dispositions de l'article 6, § 6, de la loi spéciale du 8 août 1980.

6. On peut signaler, dès à présent, qu'à l'avenir la dénomination de l'Office national de l'Emploi devra être adaptée. Le placement des travailleurs ayant été régionalisé comme matière relevant de la politique de l'emploi, il s'agira de trouver une dénomination qui se rapproche davantage de ce que sera la mission principale de l'Office national.

B. OBSERVATIONS PARTICULIERES

Article 10bis

1. In fine du § 1^{er}, texte néerlandais, il faut lire : « ...ieder wat haar betreft ».

2. Selon le paragraphe 2, les arrêtés royaux visés seront pris « après l'avis des Exécutifs communautaires concernés ». Le législateur ordinaire peut prévoir pareille consultation, mais il est entendu qu'elle n'implique aucune obligation pour les Communautés d'apporter leur concours et que le fait pour elles d'accéder ou non à la demande d'avis est sans effet juridique à l'égard des arrêtés que le Roi prendra par la suite.

Au début du paragraphe 2, il faut lire « le Roi » au lieu de « la loi ».

een authentieke interpretatie kunnen vaststellen. Op die toestand wordt gealludeerd in de artikelen 10bis, § 1, en 10ter, § 1, van het ontwerp-amendement waarin telkens uitdrukkelijk wordt gesteld dat de bedoelde overdracht geschiedt « binnen de in de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 bepaalde perken ». Deze termen, die voor een deel overbodig kunnen zijn, laten de bestaande rechtsonzekerheid onverminderd bestaan, welke onzekerheid aldus ingebouwd blijft in de verdere afwikkeling van de al zo complexe gelegenheid die de herstructurering van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening is.

2. In voortzetting van de in het ontwerp vastgestelde overdracht van uitvoering van taken, zal de Koning de overdracht van het personeel, de rechten, de verplichtingen en de goederen van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening naar de Gemeenschappen en de Gewesten toe verder moeten regelen. In een criterium daarvoor wordt in het ontwerp-amendement niet voorzien. In de artikelen 10bis, § 2, en 10ter, § 2, van het ontwerp wordt wel teikens gesteld dat de nadere regeling van die overdracht zal geschieden « binnen de in § 1 bepaalde perken ». Die verwijzing houdt evenwel geen vaststelling van criterium in en is zelfs onjuist omdat in de desbetreffende paragrafen 1 geen « perken » zijn opgenomen. Logischerwijs moet ervan worden uitgegaan dat de overdracht van het personeel, de goederen, de rechten en verplichtingen zal geschieden in verhouding tot de omvang van de respectievelijk aan de Gemeenschappen en de Gewesten overgedragen taken. Men zal moeten nagaan of er behoefte is om die laatste regel met zoveel woorden in het ontwerp op te nemen.

3. Het ontwerp-amendement bevat geen bepalingen omtrent een verdeling van de financiële middelen die het inkomen van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening vormen. Dat inkomen resulteert vooral uit het totale bedrag van de voor de verzekering tegen werkloosheid bestemde sociale zekerheidsbijdragen welke bij wege van een globaal percentage op het werknemersloon zijn vastgesteld, uit een rijkstoeelage en uit de opbrengst van de solidariteitsbijdrage welke sinds de wet van 10 februari 1981 aan het overheidsperoneel is opgelegd.

Men zou kunnen refereren naar de financiële middelen welke door de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen ter beschikking van de Gemeenschappen en de Gewesten zijn gesteld. Die referentie kan evenwel niet volstaan voor een herverdeling van de middelen welke de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening put uit de sociale zekerheidsbijdragen, die geen rijksmiddelen zijn.

Het ontwerp lijkt dan ook op dat punt te moeten worden aangevuld.

4. Eenmaal de in het ontwerp beoogde transfertoeratie zal zijn gerealiseerd, zullen een aantal wetten naar de vorm dienen te worden aangepast. De meest eenvoudige oplossing lijkt erin te bestaan dat aan de Koning daartoe de nodige bevoegdheid wordt toegewezen. Ook op dat punt behoeft het ontwerp een aanvulling.

5. In het algemeen deel van de verantwoording is gesteld dat « gelijktijdig met de geplande overdrachten (het) past (...) een bestendige samenwerking tussen die overheden te organiseren om de uitwisseling van statistische gegevens en het overbrengen van inlichtingen voor de behandeling van individuele dossiers te organiseren ». In het ontwerp zelf komt een zodanige bepaling niet voor.

Indien het tot de bedoeling van de Regering behoort een vorm van verplichte samenwerking tussen de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten te organiseren, kan zulks slechts geschieden door of krachtens een wet welke moet worden aangenomen volgens de regelen bepaald in artikel 107quater, derde lid, van de Grondwet, zoals ook blijkt uit het bepaalde in artikel 6, § 6, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

6. Men mag nu al erop wijzen dat in de toekomst de benaming van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening zal moeten worden aangepast. De arbeidsbemiddeling als een zaak van tewerkstellingsbeleid geregionaliseerd zijnde, zal een benaming moeten worden gegeven die inhoudelijk meer aansluit bij wat de hoofdpdracht van de Rijksdienst zal zijn.

B. BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 10bis

1. In fine van § 1 leze men « ... ieder wat haar betreft ».

2. Volgens § 2 zullen de bedoelde koninklijke besluiten worden vastgesteld « na advies van de betrokken Gemeenschapsexecutieven ». De gewone wetgever kan in zodanige adviezen voorzien, met dien verstande evenwel dat zij voor de Gemeenschappen geen verplichting van medewerking inhouden en dat het al dan niet ingaan op de adviesaanvraag zonder rechtsgevolg is voor de daarna door de Koning vast te stellen besluiten.

In het begin van de Franse tekst van § 2 leze men « le Roi » in plaats van « la loi ».

3. Selon le paragraphe 3, le Roi « peut », en respectant certaines formalités, transférer à « une autre » personne morale de droit public les missions en matière de reconversion et de recyclage professionnels — et ce qui s'y rapporte — exercées à l'égard de personnes et d'établissements situés dans la région de langue allemande.

Le mot « peut » paraît indiquer qu'il ne s'agirait que d'une faculté.

On s'écarterait ainsi de ce qui est prévu à l'article 4 du projet de loi n° 623. Si le Gouvernement entend instaurer à l'égard de l'Office national de l'Emploi un régime analogue à celui que le susdit article 4 prévoit pour l'Œuvre nationale de l'enfance, il devra rédiger son projet d'amendement dans le même sens. En tout état de cause, le mot « autre » ne peut être maintenu que si le terme de comparaison qu'il implique est explicité, par exemple, par la formule « ... autre que l'Etat ».

Par ailleurs, le projet ne précise pas qui créera la personne morale de droit public susvisée.

Il va sans dire que le transfert visé au paragraphe 3 ne constitue ni un prolongement ni une exécution du règlement de compétences établi par la loi spéciale du 8 août 1980.

Articles 10ter et 10quater

1. A la fin de l'article 10ter, § 1^{er}, texte néerlandais, il faut lire : « ... ieder wat hem betreft ».

2. L'article 10ter, § 3, fait référence à « l'organisme visé à l'article 10quater, § 1^{er} ».

L'article 10quater crée un organisme d'intérêt public auquel est transférée, pour le territoire de la Région bruxelloise, l'exécution des missions prévues par l'article 7, § 1^{er}, a, d, e, f et g, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944.

Le soin d'arrêter la dénomination et de régler l'organisation ainsi que le fonctionnement du nouvel organisme est laissé au Roi.

La création de cet organisme public et le transfert à celui-ci d'une partie des missions de l'O.N.E.M. ne constituent ni un prolongement ni une exécution du règlement de compétences établi par la loi spéciale du 8 août 1980. A l'heure actuelle, la Région bruxelloise n'existe que provisoirement, et lorsque le législateur national crée pour cette Région des organismes qui lui sont propres, ces organismes ne peuvent que participer de ce caractère provisoire.

Lorsque l'on crée, selon le procédé de la décentralisation par service, une personne morale distincte de l'Etat, il est de règle de désigner l'autorité qui sera chargée de la tutelle de cette personne morale. Le projet devra être complété sur ce point.

Dans un souci de lisibilité, il est recommandé de fusionner les dispositions de l'article 10quater, §§ 1^{er} et 2. En outre, le Roi devra être habilité à compléter, lorsque la dénomination de la personne morale susvisée aura été fixée, la liste figurant à l'article 1^{er}, B, de la loi du 16 mars 1954.

Ainsi qu'il a déjà été relevé, le projet laisse au Roi le soin de fixer le « nom, l'organisation et le fonctionnement » de la personne morale susmentionnée. Cette énumération devra être complétée de manière à autoriser le Roi à fixer également le lieu d'établissement de la personne morale en question.

3. Selon l'article 10quater, § 3, « les dispositions de l'article 6, §§ 3 à 11, de la présente loi sont applicables à l'organisme prévu au § 1^{er} ». Il s'agit des dispositions reprises à l'article 6 du projet de loi n° 623, qui concernent la « Société du Logement de la Région bruxelloise » et qui règlent le statut linguistique du personnel, la gestion, la direction et le contrôle de cette société.

Les dispositions susmentionnées sont, de toute évidence, conçues en fonction de la spécificité de l'organisme. Il est permis de se demander si elles peuvent être rendues applicables, purement et simplement, à un organisme du secteur social qui, selon une règle établie, est géré paritairement. A cela s'ajoute une difficulté supplémentaire résultant du fait qu'en vertu de l'article 10quater, § 4, c'est le Roi qui réglera l'organisation et le fonctionnement de la personne morale visée.

S'il est nécessaire d'établir des règles dans la loi, il faut les formuler de manière directe et non pas par voie de référence.

4. Dans le texte néerlandais de l'article 10quater, § 4, l'on remplacera les mots « op voordracht van » par la formule « op voorstel van ».

Dans le texte français, il faut lire « par arrêté » au lieu de « par arrêté-loi ».

Article 10quinquies

1. En ce qui concerne la formule « Dans les limites fixées aux articles 10bis, §§ 1^{er} et 3, 10ter, § 1^{er} et 10quater, § 1^{er}. » utilisée au paragraphe 1^{er}, on se reportera au point 2 de l'observation générale.

3. Volgens § 3 « kan » de Koning, met naleving van bepaalde vormen, de taken ter zake van beroepsomscholing en -bijscholing en wat daarmee verbonden is, ten aanzien van de in het Duitse taalgebied gevestigde personen en instellingen aan « een andere » publiekrechtelijke rechtspersoon overdragen.

Het gebruik van het woord « kan » lijkt erop te wijzen dat het slechts om een faculteit gaat. Dat wijkt dan af van het bepaalde in artikel 4 van het wetsontwerp n° 623. Indien de Regering ten aanzien van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening een regeling wil invoeren welke gelijkaardig is aan die waarin in het genoemde artikel 4 ten aanzien van het Nationaal Werk voor kinderwelzijn is voorzien, dient het ontwerp-amendement in een zelfde zin te worden gesteld. In alle geval kan het woord « andere » maar behouden blijven wanneer de vergelijking wordt aangevuld, bijvoorbeeld in de zin van « aan een andere ... dan de Staat ».

Voorts bepaalt het ontwerp niet wie in de oprichting van de bedoelde publiekrechtelijke rechtspersoon zal voorzien.

Het hoeft geen betoog dat de in § 3 bedoelde overdracht geen voortzetting noch uitvoering is van de in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 vastgestelde bevoegdheidsverdeling.

Artikelen 10ter en 10quater

1. In fine van artikel 10ter, § 1, leze men : « ... ieder wat hem betreft ».

2. In artikel 10ter, § 3, wordt verwezen naar de « in artikel 10 quater, § 1, bedoelde instelling ».

Artikel 10quater richt een instelling van openbaar nut op waaraan, voor het grondgebied van het Brussels Gewest, de taken worden overgedragen bepaald door artikel 7, § 1, a, d, e, f en g, van de besluitwet van 28 december 1944.

Het vaststellen van de naam, de inrichting en de werking van die nieuwe instelling wordt overgelaten aan de Koning.

De oprichting van die openbare instelling en de overdracht van een deel van de R.V.A.-taken zijn geen voortzetting noch uitvoering van de in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 vastgestelde bevoegdheidsverdeling. Het Brussels Gewest bestaat alsnog niet dan voorlopig en wanneer de nationale wetgever voor dat Gewest eigen instellingen opricht kunnen deze niet anders dan in die voorlopigheid delen.

Wanneer men volgens het procédé van de dienstgewijze decentralisering een van de Staat onderscheiden rechtspersoon opricht, is het regel de overheid aan te duiden welke met het toezicht op die rechtspersoon wordt gelast. Het ontwerp moet op dat punt worden aangevuld.

Voor een goede leesbaarheid verdient het aanbeveling de bepalingen van artikel 10quater, §§ 1 en 2, samen te voegen. Tevens zal de Koning ertoe gemachtigd moeten worden om, eenmaal de benaming van de bedoelde rechtspersoon vastgesteld, de in artikel 1, B, van de wet van 16 maart 1954 bedoelde lijst aan te vullen.

Zoals boven al is opgemerkt, wordt het vaststellen van « de naam, de inrichting en de werking » van de bedoelde rechtspersoon aan de Koning overgelaten. Die opsomming zal moeten worden aangevuld met een machtiging tot het vaststellen van de vestigingsplaats van de rechtspersoon in kwestie.

3. Volgens artikel 10quater, § 3, zijn « de bepalingen van artikel 6, §§ 3 tot 11, van deze wet van overeenkomstige toepassing op de in § 1 genoemde instelling ». Bedoeld zijn de bepalingen welke onder artikel 6 van het wetsontwerp n° 623 zijn opgenomen met betrekking tot de « Brussels Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij »; zij betreffen het taalstatuut van het personeel, het beheer, de leiding en het toezicht.

Die bepalingen zijn duidelijk geconcentreerd met inachtneming van de eigen aard van de instelling. Het is zeer de vraag of zij zonder meer toepasbaar kunnen worden gesteld op een instelling uit de sociale sector, die volgens een gevestigde regel paritair beheerd dient te worden. Een bijkomende moeilijkheid spruit nog voort uit het feit dat krachtens artikel 10quater, § 4, de inrichting en de werking van de bedoelde rechtspersoon zaak zal zijn van de Koning.

Indien er behoefte is om in de wet regelen te stellen, dan stelle men die in een directe vorm en niet bij wege van een verwijzing.

4. In artikel 10quater, § 4, vervange men de woorden « op voordracht van » door « op voorstel van ».

Artikel 10quinquies

1. Omtrent de woorden in § 1 « binnen de in de artikelen 10bis, §§ 1 en 3, 10ter, § 1, en 10 quater, § 1, bepaalde perken » mag het volstaan te verwijzen naar de algemene opmerking 2.

2. Le paragraphe 2 rend applicables aux membres du personnel transférés en vertu du présent projet d'amendement les principes fixés à l'article 2, § 2, b, de l'arrêté royal réglant le passage de membres du personnel aux quatre ministères des Communautés et des Régions.

Il convient de souligner à nouveau que la loi spéciale du 8 août 1980 n'offre ni fondement ni occasion pour le transfert de membres du personnel de l'Office national de l'Emploi vers un organisme compétent pour la Région de langue allemande ou pour la Région bruxelloise telle qu'elle existe provisoirement. Il appartiendra dès lors au Gouvernement d'examiner s'il est opportun de rendre applicables à ce personnel les « principes » spécifiquement conçus pour les transferts résultant de la loi spéciale du 8 août 1980.

La disposition du paragraphe 2, alinéa 3, appelle la même observation.

3. Au paragraphe 2, il faut écrire : « L'affectation de membres du personnel de l'Office national de l'Emploi, soit à des emplois de l'Office national, soit à des emplois déterminés par les Communautés et les Régions, soit à des emplois au sein des personnes morales visées aux articles 10bis, § 3, et 10quater, § 1er, a lieu ... ».

La chambre était composée de

Messieurs : H. Adriaens, président,
H. Coremans et Gh. Tacq, conseillers d'Etat,
Madame : M. Benard, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. H. Adriaens.

Le rapport a été présenté par M. J. Vermeire, auditeur.

Le Greffier,

M. BENARD

Le Président,

H. ADRIAENS

AVIS DE L'EXECUTIF REGIONAL WALLON SUR LE CHAPITRE IIBIS RELATIF A LA RESTRUCTURATION DE L'OFFICE NATIONAL DE L'EMPLOI, DU PROJET DE LOI PORTANT SUPPRESSION OU RESTRUCTURATION DE CERTAINS ORGANISMES D'INTERET PUBLIC

14 septembre 1983

Après avoir examiné le projet repris sous rubrique, l'Exécutif confirme l'avis donné le 29 juillet 1983 à propos du même objet à la demande de M. le Premier Ministre.

Il tient cependant à faire remarquer que la conclusion d'un protocole entre l'Etat, les Communautés et les Régions, prévu par un nouveau paragraphe ajouté dans la justification de l'amendement gouvernemental, ne peut retarder la mise en œuvre des dispositions prévues par le projet de loi.

L'Exécutif rappelle également sa demande de voir préciser clairement les possibilités d'action d'une part du pouvoir national et d'autre part des Communautés et des Régions dans le cadre du processus de transfert.

J.-M. DEHOUSSE

AVIS DE L'EXECUTIF REGIONAL WALLON SUR LE CHAPITRE IIBIS RELATIF A LA RESTRUCTURATION DE L'OFFICE NATIONAL DE L'EMPLOI, DU PROJET DE LOI PORTANT SUPPRESSION OU RESTRUCTURATION DE CERTAINS ORGANISMES D'INTERET PUBLIC

29 juillet 1983

L'Exécutif a examiné le projet sous rubrique et exprime à son sujet l'avis suivant :

1. Sur le plan du principe, l'Exécutif prend acte avec satisfaction de la préoccupation du Gouvernement de permettre l'adaptation des structures administratives aux réalités institutionnelles créées par les lois des 8 et 9 août 1980. L'Exécutif avait en effet attiré à plusieurs reprises l'attention du Gouvernement sur la nécessité de régler la situation de l'Office national de l'Emploi.

2. L'Exécutif insiste pour que le projet précise clairement les possibilités d'action d'une part, du pouvoir national et d'autre part, des Communautés et des Régions dans le cadre du processus de transfert.

3. La restructuration de l'Office national de l'Emploi ne peut être envisagée en tenant compte uniquement des missions confiées à cet organisme par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. Il considère en effet que doivent être transférés à la Région, les droits, obligations, biens et membres du personnel relatifs aux tâches attribuées depuis lors à l'O. N. Em. et qui ressortissent à la compétence régionale en vertu de la loi du 8 août 1980.

2. Het bepaalde in § 2 maakt toepasbaar op de overeenkomstig dit ontwerp-amendement overgaande personeelsleden, de beginselen bepaald in artikel 2, § 2, b, van het koninklijk besluit waarbij het overhevelen van personeelsleden naar de vier ministeries van de Gemeenschappen en de Gewesten wordt geregeld.

Nogmaals mag erop gewezen worden dat de overheveling van personeelsleden van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening naar een instelling die voor het Duitse taalgebied of voor het voorlopige Brusselse Gewest bevoegd is, geen grond noch aanleiding vindt in de bijzondere wet van 8 augustus 1980. De Regering zal dan ook moeten nagaan of het raadzaam is op die personeelsleden van toepassing te verklaren, de « beginselen » welke specifiek voor de uit de bijzondere wet van 8 augustus 1980 voortvloeiende overhevelingen zijn geconcipeerd.

Een zelfde opmerking geldt voor het bepaalde in § 2, derde lid.

3. In § 2 leze men : « De aanwijzing van personeelsleden van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening ofwel voor betrekkingen in de Rijksdienst, ofwel voor betrekkingen aangeduid door de Gemeenschappen en de Gewesten, ofwel voor betrekkingen in de artikelen 10bis, § 3, en 10quater, § 1, bedoelde rechtspersonen, geschiedt ... ».

De kamer was samengesteld uit

De Heren : H. Adriaens, voorzitter,
H. Coremans en Gh. Tacq, staatsraden,
Mevrouw : M. Benard, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer H. Adriaens.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Vermeire, auditeur.

De Griffier,

M. BENARD

De Voorzitter,

H. ADRIAENS

ADVIES VAN DE WAAELSE GEWESTEXECUTIEVE OVER HOOFDSTUK IIBIS BETREFFENDE DE HERSTRUCTURERING VAN DE RIJKSDIENST VOOR ARBEIDSVOORZIENING, VAN HET WETSWONTWERP TOT AFSCHAFFING OF HERSTRUCTURERING VAN SOMMIGE INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT

14 september 1983

Na onderzoek van bovenvermeld ontwerp bevestigt de Executieve het advies dat zij op verzoek van de Eerste Minister, op 29 juli 1983, over dezelfde aangelegenheid verstrekt heeft.

Toch merkt de Executieve op dat het sluiten van een protocol-akkoord tussen de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten, waarvan sprake is in een nieuwe paragraaf die bij de verantwoording van het regeringsamendement is gevoegd, de inwerkingtreding van de bepalingen van het wetsontwerp niet mag vertragen.

De Executieve herinnert er voorts aan dat zij de wens heeft uitgesproken dat de actiemogelijkheden van de nationale overheid, enerzijds, en de gemeenschappen en de gewesten, anderzijds, in de overdracht-procedure duidelijk gepreciseerd worden.

J.-M. DEHOUSSE

ADVIES VAN DE WAAELSE GEWESTEXECUTIEVE OVER HOOFDSTUK IIBIS BETREFFENDE DE HERSTRUCTURERING VAN DE RIJKSDIENST VOOR ARBEIDSVOORZIENING, VAN HET WETSWONTWERP TOT AFSCHAFFING OF HERSTRUCTURERING VAN SOMMIGE INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT

29 juli 1983

De Executieve heeft het hogervermelde ontwerp onderzocht en verstrekt dienaangaande het volgende advies :

1. Op principieel vlak neemt de Executieve met genoegen kennis van de bedoeling van de Regering om de aanpassing van de administratieve structuren aan de bij de wetten van 8 en 9 augustus 1980 opgezette institutionele toestand mogelijk te maken. De Executieve had immers reeds herhaaldelijk de aandacht van de Regering gevestigd op de noodzaak om de toestand van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening te regelen.

2. De Executieve vraagt met aandrang dat het ontwerp duidelijk de actiemogelijkheden preciseert van de nationale overheid, enerzijds, en de Gemeenschappen en de Gewesten, anderzijds, in de overdracht-procedure.

3. De herstructurering van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening kan niet worden overwogen wanneer uitsluitend rekening wordt gehouden met de opdrachten welke bij de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders aan die instelling werden toevertrouwd. De Executieve is met name van mening dat de rechten, verplichtingen, goederen en personeelsleden betreffende taken die sindsdien aan de R. V. A. werden toevertrouwd en die krachtens de wet van 8 augustus 1980 onder de bevoegdheid van de gewesten vallen, naar het Gewest moeten worden overgeheveld.

Par contre, en ce qui concerne l'article 7, § 1^{er}, g, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relatif aux interventions financières dans la rémunération des travailleurs touchés par la reconversion de leur entreprise, l'Exécutif estime que ces interventions relatives à des entreprises relevant des secteurs nationaux au sens de l'article 6, § 1^{er}, VI, de la loi du 8 août 1980, sont de la compétence et à charge de l'Etat.

Par conséquent, le § 1^{er} de l'article 10^{ter} doit être modifié en ce sens.

4. En son article 10^{ter}, § 2, le projet prévoit le transfert aux Régions chacune pour ce qui la concerne, des droits et obligations de l'O. N. Em. L'Exécutif considère à ce sujet qu'il ne peut être question pour lui d'assumer des obligations financières liées à des actes posés avant que la Région dispose de la personnalité juridique.

5. Sous réserve de ces remarques, l'Exécutif exprime un avis favorable sur le projet.

J.-M. DEHOUSSE

AVIS DE L'EXECUTIF FLAMAND

7 septembre 1983

Objet : Restructuration de l'Office national de l'Emploi : amendement du Gouvernement national au projet de loi portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public.

Demande d'avis émanant de M. le Premier Ministre.

Le Conseil flamand a examiné la demande d'avis mentionnée sous rubrique au cours de sa réunion du 7 septembre 1983 et a émis à ce sujet l'avis suivant.

I. Le principe de la restructuration de l'O. N. Em.

L'Exécutif flamand a émis un avis au sujet du projet de loi portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public, le 16 mars 1983.

Dans cet avis (point 2.2.) l'Exécutif a prié le Gouvernement national d'accorder la priorité à la restructuration de certains autres organismes d'intérêt public non visés dans le projet du Gouvernement. L'Exécutif a plus particulièrement insisté sur la nécessité de procéder rapidement à la transformation des organismes suivants :

- le Fonds national de reclassement social des handicapés;
- l'Institut économique et social des classes moyennes;
- l'Office national de l'emploi.

L'amendement présenté par le Gouvernement au texte de ce projet de loi règle la restructuration du dernier organisme cité, satisfaisant ainsi partiellement à la requête de l'Exécutif flamand.

L'Exécutif flamand demande instamment que l'adaptation des deux autres organismes en fonction des réformes institutionnelles ait lieu sans tarder.

II. Contenu de l'amendement du Gouvernement

a) Justification

1. La justification de l'amendement commence par les mots « une partie des missions de cet organisme relève de la compétence des régions, notamment le *placement des chômeurs...* ». On pourrait déduire à tort de ce texte que seul le placement des chômeurs relève de la compétence des régions, tandis que le placement des demandeurs d'emploi qui ne sont pas chômeurs continuerait de ressortir à la compétence de l'O. N. Em. national.

L'Exécutif flamand propose de remplacer ce texte par la formule suivante : « notamment le placement des travailleurs et le placement des chômeurs... ».

2. L'alinéa suivant de la justification énumère de manière très détaillée les missions de l'O. N. Em. qui continuent à relever de la compétence nationale. Cette énumération comprend, outre l'assurance chômage, qui relève sans conteste du pouvoir national, les primes de reclassement et de départ (aide C. E. C. A.) des travailleurs des entreprises charbonnières, la prime de réadaptation des travailleurs licenciés de l'industrie du charbon et de l'acier (aide C. E. C. A.), les indemnités de fermeture et d'attente au bénéfice des travailleurs victimes de fermetures d'entreprises, matières qui continuent à poser des problèmes d'interprétation et d'application du fait que le pouvoir compétent n'a toujours pas été déterminé avec toute la précision nécessaire. Certains affirment que ces matières relèvent du pouvoir national, d'autres que cette compétence appartient au pouvoir régional.

Wat betreft artikel 7, § 1, g, van de besluitwet van 28 december 1944, dat handelt over de financiële tegemoetkomingen in de bezoldiging van de arbeiders die getroffen worden door de omschakeling van hun bedrijf, is de Executieve daarentegen van mening dat die tegemoetkomingen aangaande bedrijven die vallen onder de nationale sectoren in de zin van artikel 6, § 1, VI, van de wet van 8 augustus 1980, onder de bevoegdheid en ten laste van de Staat vallen.

Bijgevolg moet artikel 10^{ter}, § 1, in die zin worden gewijzigd.

4. In artikel 10^{ter}, § 2, voorziet het ontwerp in de overheveling naar de Gewesten, elk voor wat zijn deel betreft, van de rechten en verplichtingen van de R. V. A. De Executieve meent dienaangaande dat er voor haar geen sprake kan van zijn financiële verplichtingen na te komen die voortvloeien uit handelingen welke dateren van vóór het ogenblik waarop het Gewest rechtspersoonlijkheid had.

5. Onder dit voorbehoud verstrekt de Executieve een gunstig advies over het ontwerp.

J.-M. DEHOUSSE

ADVIES VAN DE VLAAMSE EXECUTIEVE

7 september 1983

Betreft : Herstructurering van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening : amendement van de Nationale Regering op het wetsontwerp tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut.

Adviesvraag van de heer Eerste Minister.

De Vlaamse Executieve in vergadering bijeen op 7 september 1983, onderzocht de in rand vermelde adviesvraag en brengt hierover volgend advies uit.

I. Het principe van het herstructurering van de R. V. A.

Op 16 maart 1983 heeft de Vlaamse Executieve advies uitgebracht over het ontwerp van wet tot afschaffing of herstructurering van sommige organismen van openbaar nut.

In dit advies (punt 2.2.) heeft de Executieve de Nationale Regering erom verzocht de herstructurering van enkele andere openbare instellingen die niet opgenomen waren in het Regeringsontwerp, met prioriteit te behandelen. Meer bepaald werd aangedrongen op een spoedige omvorming van de volgende instellingen :

- het Rijksfonds voor Sociale Reclasseering der Minder-validen;
- het Economisch en Sociaal Instituut van de Middenstand;
- de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

Het hier voorliggende Regeringsamendement op de tekst van dit wetsontwerp, regelt de herstructurering van de laatst genoemde instelling en gaat dus gedeeltelijk in op het verzoek van de Vlaamse Executieve.

De Vlaamse Executieve dringt erop aan dat ook de aanpassing van de twee andere instellingen aan de Staatshervorming, met spoed zou worden behandeld.

II. De inhoud van het Regeringsamendement

a) De verantwoording

1. De verantwoording van het amendement begint met de woorden « een deel van de opdrachten van die instelling behoort tot de bevoegdheid van de Gewesten, meer bepaald de tewerkstelling van werklozen ... ». Uit deze tekst zou men ten onrechte kunnen afleiden dat alleen de plaatsing van werklozen tot de bevoegdheid van de gewesten behoort, terwijl de plaatsing van niet-werkloze werkzoekenden onder de bevoegdheid van de nationale R. V. A. zou blijven ressorteren.

De Vlaamse Executieve stelt voor deze tekst te vervangen door volgende tekst : « onder meer de arbeidsbemiddeling en de plaatsing van werklozen ... ».

2. In de volgende alinea van de verantwoording wordt uitgebreid ingegaan op de nationaal blijvende bevoegdheden van de R. V. A. De beschrijving van de bevoegdheden omvat, naast de werkloosheidsverzekering omtrent wier nationaal blijvende bevoegdheid geen betwisting bestaat, ook de herplaatsingspremie in de steenkoolnijverheid, de premie bij vertrek uit de steenkoolsector (E. G. K. S.-hulp), de wederaanpassingshulp aan ontslagen werknemers uit de steenkool- en staalnijverheid (E. G. K. S.-hulp), de sluitingsvergoedingen en wachtgeld voor werknemers, getroffen door sluitingen van ondernemingen, bevoegdheden waaromtrent zich nog steeds interpretatie- en toepassingsmoeilijkheden voordoen. Deze moeilijkheden spruiten voort uit de nog steeds heersende onduidelijkheden m.b.t. wie terzake bevoegd is. Sommigen beweren dat zulks de nationale overheid is, anderen dat deze bevoegdheid de gewestelijke overheid toekomt.

L'Exécutif flamand estime qu'il n'est guère indiqué de régler ce conflit de compétences dans la justification d'une loi-cadre.

C'est pourquoi l'Exécutif propose de supprimer le dernier alinéa du commentaire figurant à la page 4, ainsi que le premier membre de phrase de la page 5 du document du Gouvernement qui fait l'objet du présent avis, et d'organiser le plus rapidement possible une concertation à ce sujet.

3. Le texte de la justification souligne par ailleurs que le transfert de l'exécution d'une partie importante des missions exercées par l'O. N. Em. à d'autres organes pourra être source de difficultés graves.

Il s'indiquera donc, selon la même justification, de promouvoir une collaboration permanente entre les différents pouvoirs en vue d'organiser l'échange d'informations statistiques et la transmission de renseignements nécessaires au traitement de dossiers individuels. Les modalités de cette collaboration ne sont toutefois pas précisées.

L'Exécutif flamand propose que cette collaboration soit réglée par voie d'accord entre les organes de gestion des organismes qui exercent respectivement des compétences régionales, communautaires et nationales.

4. Dans le commentaire de l'article 10^{quiquies} est réglée l'affectation du personnel de l'Office national de l'emploi au service qui reste national, aux Régions, aux Communautés et à d'autres services à créer. Le texte présenté ne semble concerner que le personnel des services fonctionnels. L'Exécutif flamand souligne que la régionalisation de l'O. N. Em. doit impliquer le transfert d'agents qui sont actuellement en service dans les services logistiques de l'O. N. Em., personnel indispensable pour permettre aux services fonctionnels à créer de devenir opérationnels. Afin d'éviter toute erreur d'interprétation, l'Exécutif demande instamment qu'il soit précisé dans le commentaire que cette disposition s'applique tant au personnel des services fonctionnels qu'à celui des services logistiques de l'O. N. Em.

b) Le texte de la loi proprement dit

1. Tant à l'article 10^{bis}, § 1^{er}, qu'à l'article 10^{ter}, § 1^{er} on utilise l'expression « l'exécution des missions » en ce qui concerne le transfert de la mission de l'O. N. Em. respectivement aux Communautés et aux Régions. Les mêmes termes sont utilisés à l'article 7, § 1^{er}, du projet de loi, qui concerne le partage des missions du Fonds de construction d'institutions hospitalières et médico-sociales.

Lors de l'examen des textes en vue de préparer l'avis de l'Exécutif sur le projet de loi initial, la remarque avait été faite qu'il ne fallait pas déduire de l'emploi du terme « exécution » que la Communauté flamande n'aurait qu'une compétence d'exécution dans les domaines du logement et de la politique de santé. La Communauté flamande dispose dans ces domaines tant du pouvoir de décision que de la compétence en matière d'exécution. Cette remarque vaut également pour la formation professionnelle et le placement des demandeurs d'emploi. Cette considération figure dans l'avis du 16 mars 1983 (p. 2.11). Lors de la discussion d'un amendement visant à supprimer le § 1^{er} de l'article 7, M. J. L. Dehaene, Ministre des Réformes institutionnelles, a fourni des explications au sujet de ces notions controversées (cf. Rapport de la Commission de la Chambre du 28 juillet 1983, p. 22).

Compte tenu de ces explications, la Communauté flamande peut accepter le maintien du texte actuel.

Conformément à un avis du Conseil d'Etat, le Ministre précise en effet qu'il convient de faire une distinction entre le transfert de compétences et le transfert de missions. Les compétences attribuées aux Communautés et aux Régions ont été transférées par la loi spéciale du 8 août 1980. Cependant, cette loi ne prévoit ni le transfert du personnel ni celui du patrimoine des organismes nationaux décentralisés. Elle règle uniquement le transfert d'une partie du patrimoine de l'Etat central et du personnel de l'Etat en fonction des compétences des Communautés et des Régions (art. 12 et 87 e.s.).

Aussi, le Ministre estime que le transfert des organismes visés qui exercent une compétence déjà transférée doit faire l'objet d'une législation distincte. Le Ministre précise encore que cela n'empêche pas que la Communauté flamande puisse reprendre les missions de ces organismes avant leur dissolution au niveau national, mais qu'elle ne pourrait pas disposer de leur personnel ni de leur patrimoine.

L'Exécutif flamand estime que les mots « l'exécution des » peuvent être maintenus dans le texte actuel si le Gouvernement national donne une interprétation similaire en ce qui concerne les articles 10^{bis}, § 1^{er}, et 10^{ter}, § 1^{er}.

2. L'article 10^{ter}, § 1^{er}, de l'amendement ne traite pas des missions pour lesquelles les Exécutifs régionaux se sont vu confier une mission d'exécution par l'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o et 3^o, de la loi spéciale. Ces missions sont toujours exécutées totalement ou en partie par l'O. N. Em., et il en va ainsi non seulement pour les missions qui ont été confiées à cet office par l'arrêté-loi de 1944, mais également pour celles qui lui

Het lijkt de Vlaamse Executieve weinig aangewezen dit bevoegdheidsgeschil in de verantwoording bij een kaderwet te regelen.

Daarom stelt de Executieve voor de toelichting op blz. 4, laatste alinea, en het eerste zinsdeel blz. 5 van het hier besproken Regeringsdocument weg te laten, en over deze aangelegenheden spoedig overleg op gang te brengen.

3. Vervolgens wordt in de verantwoording gesteld dat de overdracht aan andere organen van de uitvoering van een belangrijk deel van de opdrachten van de R. V. A. aanleiding kan geven tot ernstige moeilijkheden.

Een bestendige samenwerking tussen de verschillende overheden wordt aanbevolen om de uitwisseling van statistische gegevens en het overbrengen van inlichtingen voor de behandeling van individuele dossiers te organiseren. De wijze van samenwerking wordt evenwel niet aangeduid.

De Vlaamse Executieve stelt voor dat de samenwerking zou worden geregeld bij wijze van overeenkomst tussen de beheersorganen van de instellingen die respectievelijk met de gewest-, de gemeenschapsmateries en de nationale bevoegdheden worden gelast.

4. In de commentaar bij artikel 10^{quiquies} wordt de aanwijzing geregeld van het personeel van de R. V. A. voor de nationaal blijvende dienst, voor de Gewesten, de Gemeenschappen en andere op te richten diensten. De voorliggende tekst laat uitschijnen dat hierbij alleen het personeel van de functionele diensten bedoeld wordt. De Vlaamse Executieve vestigt er de aandacht op dat de opsplitsing ook toezegging moet inhouden van personeel op dit ogenblik tewerkgesteld in de logistieke diensten van de R. V. A., personeel dat onmisbaar is om de nieuwe op te richten functionele diensten toe te laten operationeel te worden. De Executieve dringt erop aan dat, om elke misvatting te vermijden, in de commentaar zou gepreciseerd worden dat zowel het personeel van de functionele diensten als van de logistieke diensten van de R. V. A. wordt bedoeld.

b) De wettekst zelf

1. Zowel in artikel 10^{bis}, § 1 als in artikel 10^{ter}, § 1 wordt de uitdrukking « de uitvoering van de taken » gebruikt i.v.m. de overheveling van de opdracht van de R. V. A. naar de Gemeenschappen, respectievelijk de Gewesten. Dezelfde woorden worden ook gebruikt in artikel 7, § 1 van het wetsontwerp, dat handelt over de verdeling van de taak van het Fonds voor de bouw van Ziekenhuizen en Medisch-sociale inrichtingen.

Reeds bij het onderzoek ter voorbereiding van het advies van de Executieve over het oorspronkelijk wetsontwerp werd opgemerkt dat uit de bepaling « de uitvoering van » niet mag begrepen worden dat de Vlaamse Gemeenschap slechts een uitvoeringsbevoegdheid zou hebben op het gebied van de huisvesting en het gezondheidsbeleid. De Vlaamse Gemeenschap bezit evenzeer de beslissings- als de uitvoeringsbevoegdheid terzake. Deze opmerking geldt uiteraard eveneens voor de beroepsopleiding en de plaatsing van werzoekenden. Deze overweging werd overgenomen in het advies van 16 maart 1983 (p. 2.11). Naar aanleiding van een voorstel tot amendement ter schrapping van § 1 van artikel 7, heeft de Minister van Institutionele Hervormingen, de heer J. L. Dehaene, een interpretatieve verklaring afgelegd over deze omstrede bewoordingen (cfr. Verslag van de Kamercommissie, dd. 28 juli 1983, blz. 22).

Zijn uitleg maakt de handhaving van de huidige tekst voor de Vlaamse Gemeenschap aanvaardbaar.

Overeenkomstig een advies van de Raad van State, stelt de Minister immers dat een onderscheid moet gemaakt worden tussen een bevoegdheidsoverdracht enerzijds en een overdracht van taken anderzijds. De bevoegdheden bestemd voor de Gemeenschappen en de Gewesten zijn overgedragen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1980. Deze wet voorziet evenwel niet in de overdracht van het personeel en van het vermogen van de nationaal gedecentraliseerde instellingen. Ze regelt slechts de overheveling van een deel van het vermogen van de centrale Staat en van Rijkspersoneel a rato van de bevoegdheden van Gemeenschappen en Gewesten (art. 12 en 87 e.v.).

Daarom moet zijn inziens een afzonderlijke wetgeving de overheveling van de genoemde instellingen die een reeds overgedragen bevoegdheid uitvoeren, regelen. Dit belet volgens de Minister evenwel niet dat de Vlaamse Gemeenschap de taken van deze instellingen kan overnemen vóór hun ontbinding op nationaal vlak, doch zij zou niet kunnen beschikken over hun personeel en patrimonium.

De Vlaamse Executieve is van oordeel dat in de huidige tekst de woorden « de uitvoering van » kunnen worden gehandhaafd indien de Nationale Regering een gelijkaardige interpretatieve verklaring geeft voor de artikelen 10^{bis}, § 1 en 10^{ter}, § 1.

2. Er wordt in artikel 10^{ter}, § 1 van het amendement niet gehandeld over de opdrachten waarvoor aan de Executieven der Gewesten een uitvoeringstaak is toegewezen, krachtens artikel 6, § 1, IX, 2^o en 3^o, bijzondere wet. De uitvoering gebeurt nog steeds geheel of gedeeltelijk door de R. V. A. en dit geldt niet alleen voor de taken die aan deze Rijksdienst door de besluitwet van 1944 werden toevertrouwd, maar

ont été confiées par d'autres lois. Il s'agit notamment de projets C. S. T., de projets dans le cadre du troisième circuit de travail et de la mise à disposition de chômeurs dans le cadre de projets de petites et moyennes entreprises.

L'Exécutif flamand estime qu'il faut insérer dans la loi-cadre, et plus précisément dans l'article 10ter actuel, une disposition complémentaire qui confirme la compétence de l'Exécutif en la matière. Cette disposition doit permettre de transférer aux Régions le personnel dont l'O. N. Em. dispose pour remplir ces missions.

3. Le texte de l'article 10quinquies concernant le transfert de personnel manque singulièrement de clarté. L'Exécutif flamand estime que l'interprétation de ce texte devrait être que chaque Exécutif émet un avis sur le plan global de transfert du personnel de l'O. N. Em. aux Communautés et aux Régions et considère par conséquent qu'il s'indique d'adapter la disposition en ce sens.

III. L'Exécutif flamand insiste également pour que soit étudié le problème de la régionalisation (totale ou partielle) des services du Ministère de l'Emploi et du Travail, qui sont concernés par les activités de l'O. N. Em.

IV. L'Exécutif flamand demande expressément au Gouvernement national de communiquer également les avis des Exécutifs aux membres des commissions parlementaires compétentes lorsque cet amendement y sera discuté.

G. GEENS

AVIS DE L'EXECUTIF DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE SUR LE PROJET DE LOI PORTANT SUPPRESSION OU RESTRUCTURATION DE CERTAINS ORGANISMES D'INTERET PUBLIC

E. C. F. n° 2

2 août 1983

En sa séance du 1^{er} août 1983, l'Exécutif a émis à l'unanimité l'avis suivant concernant un amendement au projet de loi portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public, consacré à la restructuration de l'Office national de l'Emploi.

1. Le projet de loi ayant fait l'objet d'un avis en date de 16 mars 1983, l'Exécutif confirme cet avis en ce qu'il concerne également l'amendement relatif à l'Office national de l'Emploi et particulièrement :

- a) La nécessité que les diverses dispositions relatives à un même organisme entrent en vigueur en même temps.
- b) La demande d'une concertation et non d'une simple consultation, en ce compris pour les dispositions relatives à la Communauté germanophone.
- c) La nécessité d'opérer un transfert budgétaire parallèle.
- d) L'extension des garanties octroyées au personnel transféré.

e) La demande visant à régler la restructuration des autres parastataux développant une action dans le domaine communautaire.

2. Pour ce qui le concerne, l'Exécutif n'a pas d'observation complémentaire à formuler sur l'amendement, exception faite du souhait que l'article 2, § 1^{er}, 4^o du projet de loi s'applique également à l'Office national de l'Emploi.

Cette disposition ouvre la possibilité de régler par arrêté « toutes autres questions auxquelles donne lieu la liquidation des organismes supprimés, à l'exclusion du règlement des charges du passé ».

3. L'Exécutif de la Communauté française n'étant pas consulté sur le problème des institutions bruxelloises, le Gouvernement ne peut en déduire une acceptation sur les dispositions concernant Bruxelles et qui appelleraient de sa part les plus expresses réserves.

eveneens voor opdrachten uitgevaardigd door andere wetten. Het betreft o.m. B. T. K.-projecten, D. A. C.-projecten en het ter beschikking stellen van werklozen voor projecten van kleine en middelgrote ondernemingen.

De Vlaamse Executieve is van oordeel dat in de kaderwet, in het huidige artikel 10ter meer bepaald, een aanvullende bepaling dient opgenomen te worden, die de bevoegdheid van de Executieve terzake bevestigt. Deze bepaling moet toelaten dat het personeel waarover de R. V. A. ten behoeve van deze taken beschikt, naar de Gewesten wordt overgeheveld.

3. De tekst van artikel 10quinquies i.v.m. de overdracht van personeel laat veel aan duidelijkheid te wensen over. De Vlaamse Executieve is van oordeel dat deze tekst aldus zou moeten uitgelegd worden dat elke Executieve een advies uitbrengt over het globaal overhevelingsplan van het personeel van de R. V. A. naar alle Gemeenschappen en Gewesten, en dat het aangewezen is de tekst daartoe aan te passen.

III. De Vlaamse Executieve dringt aan op het starten van een onderzoek tot (gehele of gedeeltelijke) regionalisering van de diensten van het Ministerie van Arbeid en Tewerkstelling, welke betrokken zijn bij de werkzaamheden van de R. V. A.

IV. De Vlaamse Executieve verzoekt de Nationale Regering uitdrukkelijk dat de door de Executieven uitgebrachte adviezen ook zouden medegedeeld worden aan de leden van de bevoegde parlementaire Commissies, wanneer dit amendement er zal worden behandeld.

G. GEENS

ADVIES VAN DE FRANSE GEMEENSCHAPSEXECUTIEVE OVER HET WETSONWERP TOT AFSCHAFFING OF HERSTRUCTURERING VAN SOMMIGE INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT

E. C. F. n° 2

2 augustus 1983

De Executieve heeft tijdens haar vergadering van 1 augustus 1983 eenparig het volgende advies uitgebracht over een amendement op het wetsontwerp tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut, hetwelk betrekking heeft op de herstructurering van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

1. Aangezien op 16 maart 1983 een advies over het wetsontwerp werd uitgebracht, bevestigt de Executieve dat advies voor zover het betrekking heeft op het amendement inzake de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, inzonderheid wat de onderstaande punten betreft :

- a) de diverse bepalingen met betrekking tot eenzelfde instelling behoren tegelijkertijd in werking te treden;
- b) het verzoek om overleg te plegen en niet een gewone raadpleging te houden, ook over de bepalingen met betrekking tot de Duitstalige gemeenschap;
- c) de noodzaak tegelijkertijd een begrotingsoverdracht te verrichten;
- d) de uitbreiding van de aan het overgeheveld personeel toegekende waarborgen;
- e) het verzoek tot regeling van de herstructurering van de overige parastatalen die op communautair gebied werkzaam zijn.

2. De Executieve maakt geen verdere opmerkingen omtrent het amendement en wenst alleen dat artikel 2, § 1, 4^o, van het wetsontwerp tevens van toepassing is op de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

Die bepaling biedt de mogelijkheid om bij besluit « alle overige aanlegenheden te regelen waartoe de liquidatie van de afgeschafte instellingen aanleiding geeft met uitzondering van de regeling van de lasten van het verleden. »

3. De Franse Gemeenschapsexecutieve werd niet geraadpleegd omtrent het vraagstuk van de Brusselse instellingen. Daaruit mag de Regering niet afleiden dat de Executieven het eens is met de bepalingen met betrekking tot Brussel, waaromtrent zij het grootste voorbehoud maakt.